

Aurillac, le 30 novembre 2018

**Monsieur Emmanuel MACRON**  
**Président de la République**  
**Palais de l'Élysée**  
**55, rue du Faubourg Saint-Honoré**  
**75008 PARIS**

Monsieur le Président de la République,

Il y a près d'un an, je vous adressais une lettre ouverte pour vous alerter sur les conséquences de la réduction de la vitesse maximale à 80 km/h sur la mobilité des habitants des zones rurales et péri-urbaines et son impact sur l'attractivité de ces territoires. Le Premier ministre, que j'avais alors interpellé, a balayé d'un revers de main ces arguments, refusant tout dialogue et décidant d'imposer cette mesure, certain d'avoir raison contre l'avis d'une grande majorité d'élus locaux. Votre majorité à l'Assemblée nationale a elle aussi refusé le débat lorsqu'il s'est agi d'examiner la proposition de loi que j'ai portée au nom de mon groupe Les Républicains et qui visait à adapter cette mesure et à éviter son application uniforme.

C'est la même fin de non-recevoir que nous signifient aujourd'hui le Premier ministre et son gouvernement en refusant catégoriquement de renoncer à la hausse des taxes sur les carburants que nous n'avons cessé de dénoncer depuis plusieurs mois. Cette mesure provoque légitimement l'incompréhension et la colère d'une majorité de nos concitoyens qui, au-delà des conséquences sur leur mobilité, s'inquiètent à juste titre du fort impact de ces hausses sur leur pouvoir d'achat. Cette attitude intransigeante, parfois perçue comme arrogante et méprisante, n'est probablement pas étrangère au mouvement de protestation des « gilets jaunes » auquel notre pays est confronté depuis plusieurs semaines. Le gouvernement a ainsi réussi à faire descendre dans la rue des milliers de Français qui, pour beaucoup, n'avaient jamais manifesté et n'imaginaient pas se trouver un jour dans cette situation !

J'ai pour ma part dénoncé cette stratégie de hausse de la fiscalité sur les carburants dès l'automne 2017 lors de l'examen de la Loi de finances pour 2018, et suis intervenu à nouveau le 30 octobre dernier à l'Assemblée nationale dans le cadre des questions d'actualité pour demander au Premier ministre de renoncer à ces hausses. Celles-ci sont d'autant plus durement ressenties dans les départements ruraux et de montagne comme le Cantal que leurs habitants n'ont pas d'alternative à l'utilisation de leur véhicule et que leurs besoins en énergie sont plus importants qu'ailleurs tant pour se déplacer que pour se chauffer.

Les réponses apportées ces derniers jours traduisent une méconnaissance manifeste des difficultés vécues au quotidien par les Français qui ne sont pas tous en capacité d'investir dans de nouveaux véhicules ou de nouveaux modes de chauffage comme les y invite le ministre de la Transition écologique. Ils sont nombreux à se trouver de fait condamnés à subir de plein fouet les hausses d'une fiscalité qui n'a d'écologique que le nom. Face aux hausses des prix de l'énergie, nombre de nos concitoyens se trouvent donc dans une impasse faute de solutions alternatives et accessibles au plus grand nombre.

.../...

.../...

Une majorité de Français a pleinement conscience de la nécessité de mettre en œuvre des mesures pour lutter contre le dérèglement climatique. Pour autant, ils ne peuvent pas accepter une politique de transition énergétique qui, si elle était confirmée, ferait de la France le pays ayant l'une des fiscalités écologiques les plus élevées au monde. Une politique qui aurait pour principale conséquence d'alourdir leur facture énergétique au détriment de leur pouvoir d'achat et de leur liberté de se déplacer. De même, les Français ne peuvent pas comprendre que la plus grande partie des taxes ainsi collectées ne serve pas l'objectif affiché de transition écologique mais soit versée au budget de l'Etat. Dernière illustration en date : la décision de supprimer le tarif réduit de la TICPE sur le gasoil non routier, réservé aux engins de travaux publics, alors qu'il n'y aucune alternative en ce domaine, ce qui démontre bien que l'objectif poursuivi est purement budgétaire.

Il ne faut pas alors s'étonner que les contribuables les plus imposés d'Europe, dans notre pays où les prélèvements obligatoires représentent plus de 45 % du PIB, se révoltent contre une nouvelle hausse des taxes prélevées à la pompe alors que le gasoil est déjà taxé à plus de 58 % et l'essence à plus de 61 % ! Il ne faut pas s'étonner d'être confronté à la colère lorsqu'on fait le choix de politiques qui stigmatisent en permanence une France périphérique et accentuent le sentiment de relégation et d'abandon de ceux qui habitent à l'écart des grandes métropoles.

Face à un mouvement de protestation qui menace de s'installer dans le temps et dont les conséquences économiques ne pourront alors que s'aggraver, il y a urgence à entendre les préoccupations du quotidien des Français, à restaurer le dialogue avec leurs représentants élus et les corps intermédiaires.

Pour toutes ces raisons, il me paraît nécessaire et urgent que vous demandiez au gouvernement de renoncer aux hausses de taxes sur les carburants qu'il a programmées en 2019 et les années suivantes afin de ne pas hypothéquer durablement les chances de réussir la transition écologique.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, en l'assurance de ma haute considération.



Vincent DESCOEUR  
Député du Cantal